

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE
Référé-liberté – art. L. 521-2 CJA

REQUETE

A

MADAME OU MONSIEUR LE JUGE DES REFERES
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE
AUX FINS DE PRONONCE DE MESURES
NECESSAIRES A LA SAUVEGARDE D'UNE
LIBERTE FONDAMENTALE

(article L. 521-2 du Code de justice administrative)

POUR:

Monsieur Philippe KRIKORIAN, né le 13 Juin 1965 à Marseille, de nationalité française, Avocat à la Cour (Barreau de Marseille), dont le Cabinet est sis 14, Rue Breteuil 13001 MARSEILLE – **adresse postale BP 70212 – 13178 MARSEILLE CEDEX 20** - Tél. 04 91 55 67 77 - Fax 04 91 33 46 76 - Courriel Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr – Site internet www.philippekrimorian-avocat.fr,

Représenté par **Maître Philippe KRIKORIAN**, Avocat à la Cour (Barreau de Marseille), dont le Cabinet est sis 14, Rue Breteuil 13001 MARSEILLE – **adresse postale BP 70212 – 13178 MARSEILLE CEDEX 20** - Tél. 04 91 55 67 77 - Fax 04 91 33 46 76 - Courriel Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr – Site internet www.philippekrimorian-avocat.fr,

inscrit à **Télérecours**;

.../...

CONTRE :

Le **Conseil National des Barreaux (CNB)**, établissement d'utilité publique, créé par l'article **15** de la **loi n°90-1259 du 31 Décembre 1990** portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (actuel article **21-1** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971** portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques), dont le siège social est sis 22, Rue de Londres 75009 PARIS, Tél. 01 53 30 85 60 – Fax 01 53 30 85 61 – courriel cnb@cnb.avocat.fr – site internet www.cnb.avocat.fr, représenté par son Président en exercice, domicilié de droit audit siège,

à raison du **refus** opposé par son Président en exercice (lettre recommandée du 24 Septembre 2014 – pièce n°7) d'enregistrer la **candidature individuelle** de **Maître Philippe KRIKORIAN** à l'élection des membres du **CNB** du 25 Novembre 2014;

**PLAISE A MADAME OU MONSIEUR LE JUGE DES REFERES DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF DE MARSEILLE**

.../...

L'exposé de la situation litigieuse (I) précédera la **discussion juridique (II)**.

I-/ RAPPEL DES FAITS ET DES PROCEDURES ANTERIEURES

Maître Philippe KRIKORIAN, Avocat à la Cour, inscrit au **Barreau de Marseille** depuis le 28 Janvier 1993, date de sa **prestation de serment** devant la **Cour d'Appel d'Aix-en-Provence** (*pièce n°3*), dont le **légitime projet politique** de figurer sur la liste de son ami et confrère, **Maître Bernard KUCHUKIAN**, en vue de participer activement à l'élection des membres du **Conseil National des Barreaux** (ci-après « **CNB** ») devant avoir lieu le 25 Novembre 2014, **n'a pu aboutir faute de colistiers en nombre suffisant** (*pièces n°4 et 6*), a déclaré sa **candidature individuelle** à ce scrutin selon **lettre recommandée avec demande d'avis de réception** en date du 22 Septembre 2014 adressée à **Monsieur le Président du CNB** (*pièce n°5*).

Maître KRIKORIAN y a exposé notamment :

« (...) *J'ajoute, bien que n'étant, à ce jour, investi d'aucun mandat ordinal, que nulle disposition nationale ne saurait m'être légalement opposée et rendre sans effet ma présente candidature.*

En effet, il ressort tant de la Constitution du 04 Octobre 1958 (article 88-1) que des normes supranationales, telles qu'interprétées par les juridictions internes et la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), que les autorités nationales doivent, toutes les fois qu'elles en sont requises, comme en l'espèce, laisser inappliquées les dispositions internes incompatibles avec le droit de l'Union (CE, Ass., 30 Octobre 2009, Mme PERREUX c/ Ministère de la justice et des libertés, n°298348 ; TC, 17 Octobre 2011, SCEA du Chéneau et a. c/ Inaporc et a., 3828, 3829) et faire bénéficier les Avocats inscrits à un Barreau français d'une garantie égale, à cet égard (...) ».

Contre toute attente, en **violation manifeste des normes constitutionnelles et supra-nationales** invoquées par le requérant, **Maître Jean-Marie BURGUBURU**, ès qualités de **Président du CNB**, a prétendu, au vu « *des dispositions particulières de l'article 21-2 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 et de l'article 22, alinéa 2 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 qui régissent le mode d'élection au sein de notre institution nationale (...) rejeter cette candidature individuelle à défaut de pouvoir justifier des qualités requises pour vous présenter dans le collège ordinal (bâtonnier, ancien bâtonnier, membre ou ancien membre d'un conseil de l'Ordre). (...)* »

Maître KRIKORIAN, qui a le droit de **participer effectivement à la compétition électorale**, à l'égal de ses confrères inscrits à un Barreau français, a, dès lors, eu égard à l'**urgence**, le plus grand intérêt, à cette fin, à saisir le **juge des référés du Tribunal administratif de Marseille** sur le fondement de l'article **L. 521-2** du Code de justice administrative (CJA) aux termes duquel :

« *Saisi d'une demande en ce sens justifiée par l'urgence, le juge des référés peut ordonner toutes mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale à laquelle une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public aurait porté, dans l'exercice d'un de ses pouvoirs, une atteinte grave et manifestement illégale. Le juge des référés se prononce dans un délai de quarante-huit heures.* »

.../...

II-/ DISCUSSION

La demande du requérant, qui ressortit à la compétence du **Tribunal Administratif de Marseille (II-A)**, se révèle parfaitement **recevable (II-B)** et **bien fondée (II-C)**.

II-A/ LA COMPETENCE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE POUR STATUER SUR LA PRESENTE REQUETE DIRIGEE CONTRE LE CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX, ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC

La **compétence matérielle** du **Tribunal administratif** découle de l'article **L. 311-1** du Code de justice administrative (CJA) aux termes duquel :

« Les tribunaux administratifs sont, en premier ressort, juges de droit commun du contentieux administratif, sous réserve des compétences que l'objet du litige ou l'intérêt d'une bonne administration de la justice conduisent à attribuer à une autre juridiction administrative. »

Quant à la **compétence territoriale** du **Tribunal administratif de Marseille**, elle se rattache au **lieu d'exercice de l'activité professionnelle** de **Maître Philippe KRIKORIAN**, Avocat inscrit au **Barreau de Marseille**, telle qu'elle résulte de l'article **R. 312-10, alinéa 1er** du même Code :

« Les litiges relatifs aux législations régissant les activités professionnelles, notamment les professions libérales, les activités agricoles, commerciales et industrielles, la réglementation des prix, la réglementation du travail, ainsi que la protection ou la représentation des salariés, ceux concernant les sanctions administratives intervenues en application de ces législations relèvent, lorsque la décision attaquée n'a pas un caractère réglementaire, de la compétence du tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve soit l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, soit le lieu d'exercice de la profession. »

Si, pour ces mêmes catégories de litiges, la décision contestée a un caractère réglementaire et ne s'applique que dans le ressort d'un seul tribunal administratif, ce tribunal administratif est compétent pour connaître du litige.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, les recours contre les décisions prises par les autorités administratives en matière de composition et d'élection des institutions représentatives du personnel, sur le fondement des dispositions des titres Ier, II et III du livre III de la deuxième partie du code du travail, sont portés devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'entreprise. »

Le **Conseil d'Etat** applique ce texte, dans toute sa rigueur :

« (...) **Considérant** qu'aux termes de l'article **R. 312-10** du code de justice administrative : « Les litiges relatifs aux **législations régissant les activités professionnelles**, notamment les **professions libérales**, (...) relèvent, lorsque la décision attaquée n'a pas un caractère réglementaire, de la compétence du **tribunal administratif** dans le ressort duquel se trouve soit l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, soit le lieu d'exercice de la profession. (...) » ; que le litige portant sur le **refus opposé par le conseil départemental de l'ordre de Meurthe-et-Moselle à l'ouverture d'un cabinet secondaire à Nancy**, il y a lieu, en application de ces dispositions, d'attribuer le jugement des conclusions présentées par M. A au **tribunal administratif de Nancy** ; (...) » (**CE, 23 Mars 2011, n°339378**).

*

On doit rappeler, à cet égard, que le **CNB**, « **établissement d'utilité publique doté de la personnalité morale** », créé par l'article **15** de la **loi n°90-1259 du 31 Décembre 1990** portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, « **est chargé de représenter la profession d'avocat notamment auprès des pouvoirs publics. Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le Conseil national des barreaux unifie par voie de dispositions générales les règles et usages de la profession d'avocat.** (...) » (actuel article **21-1, alinéa 1er** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971** portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques).

C'est au vu de ces dispositions que le **Tribunal des conflits** a désigné la **juridiction administrative** comme étant seule compétente pour connaître d'un litige qui tend à déterminer si le **CNB** a le pouvoir de prendre des **décisions de portée générale**, ce qui reviendrait, dans l'affirmative, à lui reconnaître un **pouvoir réglementaire** :

« (...)
Considérant que le litige ainsi soulevé par la requête de l'**ORDRE DES AVOCATS AU BARREAU DE TOURS** est relatif, **non à l'exercice de la fonction juridictionnelle** mais à **l'organisation même d'une profession réglementée** ; qu'il tend, en effet, à déterminer si la loi a entendu attribuer au **CNB**, qu'elle a chargé de représenter la profession d'avocat auprès des pouvoirs publics et de veiller à l'harmonisation des règles et usages de la profession d'avocat, le **pouvoir de prendre des décisions de portée générale** dont chaque barreau doit assurer l'exécution dans son ressort en les transposant dans son règlement intérieur ; que, dès lors, **la juridiction administrative est seule compétente pour en connaître** ;

Article 1er : **La juridiction de l'ordre administratif est seule compétente pour connaître du recours formé par le conseil de l'ORDRE DES AVOCATS AU BARREAU DE TOURS à l'encontre des trois décisions du 13 septembre 1997 du conseil national des barreaux.** ;

Article 2 : **La présente décision sera notifiée au garde des sceaux, ministre de la justice, qui est chargé d'en assurer l'exécution.** ;

(**TC, 18 Juin 2001, Ordre des Avocats au Barreau de Tours c/ Conseil National des Barreaux, n°3250**)

.../...

Dans un premier temps, le **Conseil d'Etat** a **refusé** de reconnaître au CNB un **pouvoir réglementaire**, qui, en matière de fixation des règles de **déontologie**, relèverait, selon lui, du seul **Gouvernement**, agissant par voie de décret en Conseil d'Etat, sans, pour autant, que cette circonstance fasse obstacle à la **compétence du juge administratif**, telle que décidée, comme susdit, par le **Tribunal des conflits** :

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions, éclairées par les débats parlementaires qui ont précédé l'adoption de la loi du 31 décembre 1990, que la fixation de règles de déontologie revêtant un caractère impératif pour l'ensemble de la profession d'avocat relève de la **compétence du gouvernement** agissant par voie de décret en Conseil d'Etat dans le respect des principes posés par l'article 53 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée et notamment de « l'autonomie des conseils de l'Ordre » ; que, dans le cadre ainsi défini, il revient au **Conseil national des barreaux**, agissant par voie de **recommandations**, de promouvoir l'**harmonisation** des règles et usages de la profession d'avocat, **sans pour autant disposer à cette fin d'un pouvoir réglementaire** ;

(CE, 27 Juillet 2001, **Ordre des Avocats au Barreau de Tours c/ CNB**, n°191706).

La Haute Assemblée va, cependant, par la suite, admettre que le **CNB** est investi par les textes en vigueur d'un **pouvoir réglementaire** :

« (...)
il résulte de l'ensemble de ces dispositions que le **Conseil national des barreaux** dispose d'un **pouvoir réglementaire** ; que ce pouvoir s'exerce, en vue **d'unifier** les règles et usages des **barreaux**, dans le cadre des lois et règlements qui régissent la profession

(CE, 6° et 1re s. sect. Réunion, 17 Novembre 2004, n°268075 et 268501, **SEL Landwell et associés, Sté d'avocats Ey Law**: JCP 8 Décembre 2004, n°50, II 10 188, p. 2264).

Monsieur Yann AGUILA, Commissaire du Gouvernement, s'est d'ailleurs exprimé dans ses conclusions relatives à cette dernière affaire de la façon suivante:

« (...) *Vous êtes compétents pour connaître d'un recours dirigé contre une telle décision du Conseil national des barreaux, puisqu'elle concerne l'organisation d'une profession réglementée et non pas le fonctionnement du service public de la justice judiciaire (T. Confl. 18 Juin 2001, Ordre des Avocats au Barreau de Tours: Rec. CE 2001, p. 745). (...)* »

Il ne fait pas de doute, dès lors, que le **CNB** – à l'instar des **Barreaux** qu'il a pour mission de **fédérer, sans s'y substituer** - doit être considéré comme un « **organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public** » au sens et pour l'application de l'article **L. 521-2 CJA**, organisme dont le contentieux relève, partant, de la **juridiction administrative**.

Or, on sait, dans cet ordre d'idées, quant aux **Ordres d'Avocats**, précisément, qu'ils constituent des **organismes privés chargés de la gestion d'un service public** (*CE 27 Septembre 1985, Ordre des Avocats au Barreau de Lyon c/ Bertin, req. n°56543, Rec. CE p. 267, RFD adm. 1986, p. 183, concl. Denoix de Saint-Marc; CE 6 Juin 1986, Ordre des Avocats au Barreau de Pontoise c/ Jaugey, req. n°57285, Rec. CE p. 159, D. 1987, somm. p. 65, Rev. adm. 1986, p. 358, note Terneyre*) dont les membres « **participent, en qualité d'auxiliaire de justice, au service public de la justice.** » (*CE 1° et 6° ss-sect. 28 Juin 2004, Bessis, req. n°251897: Gaz.Pal. 12-14 Décembre 2004, p. 17*) - encore que la dénomination d'**auxiliaires de justice** ne convienne pas à des **autorités de la Société civile à statut constitutionnel** que sont les **Avocats** - et justiciables, dès lors, des dispositions de la **loi n°78-753 du 17 Juillet 1978** modifiée, en application de l'article **1er** de ladite **loi**.

Il est permis d'ajouter qu'une **compétence concurrente** de la **juridiction judiciaire** – notamment en présence d'une **voie de fait** - ne saurait faire obstacle à l'exercice par le **juge administratif des référés** des pouvoirs qu'il tient de l'article **L. 521-2** aux fins de mettre fin à une **atteinte grave et manifestement illégale** portée à une **liberté fondamentale** :

« Considérant que si l'autorité judiciaire est seule compétente pour apprécier la nécessité d'une mesure d'hospitalisation d'office en hôpital psychiatrique prise sur le fondement de l'article L. 3213-1 du code de la santé publique ou d'une décision qui en prononce le maintien, en application des dispositions de l'article L. 3213-4 du même code, il appartient à la juridiction administrative, saisie d'une demande présentée sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'apprécier, eu égard aux seules irrégularités dont elles seraient entachées, si ces décisions portent une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale dont la violation est invoquée ; »

(**CE, 1er Avril 2010, 1ère et 6° sous-sections réunies, n°335753**) ;

« (...) 6. Considérant que, sous réserve que la condition d'urgence soit remplie, il appartient au juge administratif des référés, saisi sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'enjoindre à l'administration de faire cesser une atteinte grave et manifestement illégale au droit de propriété, lequel a le caractère d'une liberté fondamentale, quand bien même cette atteinte aurait le caractère d'une voie de fait ; (...) »

(**CE, ord. 23 Janvier 2013, Commune de Chirongui, n°365262**)

Le **Tribunal des conflits** a, récemment et de façon remarquable, consacré cette solution en faveur de la **compétence administrative** :

« (...) Considérant qu'il n'y a voie de fait de la part de l'administration, justifiant, par exception au principe de séparation des autorités administratives et judiciaires, la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire pour en ordonner la cessation ou la réparation, que dans la mesure où l'administration soit a procédé à l'exécution forcée, dans des conditions irrégulières, d'une décision, même régulière, portant atteinte à la liberté individuelle ou aboutissant à l'extinction d'un droit de propriété, soit a pris une décision qui a les mêmes effets d'atteinte à la liberté individuelle ou d'extinction d'un droit de propriété et qui est manifestement insusceptible d'être rattachée à un pouvoir appartenant à l'autorité administrative ; que l'implantation, même sans titre, d'un ouvrage public sur le terrain d'une personne privée ne procède pas d'un acte manifestement insusceptible de se rattacher à un pouvoir dont dispose l'administration ;

*Considérant qu'un poteau électrique, qui est directement affecté au service public de la distribution d'électricité dont la société ERDF est chargée, a le caractère d'un ouvrage public ; que des conclusions tendant à ce que soit ordonné le déplacement ou la suppression d'un tel ouvrage relèvent par nature de la compétence du juge administratif, sans qu'y fassent obstacle les dispositions de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie ; que l'implantation, même sans titre, d'un tel ouvrage public de distribution d'électricité, qui, ainsi qu'il a été dit, ne procède pas d'un acte manifestement insusceptible de se rattacher à un pouvoir dont dispose la société chargée du service public, n'aboutit pas, en outre, à l'extinction d'un droit de propriété ; que, dès lors, elle ne saurait être qualifiée de voie de fait ; qu'il suit de là que les conclusions tendant à ce que soit ordonné le déplacement du poteau électrique irrégulièrement implanté sur le terrain de M. B...relèvent de la **juridiction administrative** ;*

DECIDE :

*Article 1er : **La juridiction administrative est compétente** pour connaître du litige opposant M. B... à la société ERDF Annecy Léman.*

Article 2 : La présente décision sera notifiée au garde des sceaux, ministre de la justice, qui est chargé d'en assurer l'exécution.

(TC, 17 Juin 2013, Société ERDF Annecy Léman, C3911)

*

La compétence tant matérielle que territoriale du juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille ne fait, dès lors, aucun doute.

II-B/ LA RECEVABILITE DE LA PRESENTE REQUETE

Elle n'est pas sérieusement contestable en considération des éléments suivants, acquis aux débats :

1°) la présente requête tendant à obtenir une **protection juridictionnelle provisoire**, ce, conformément à l'article 16 de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 Août 1789** (**garantie des droits – droit à un recours juridictionnel effectif**) et à l'article L. 511-1 CJA (« *Le juge des référés statue par des mesures qui présentent un caractère provisoire. Il n'est pas saisi du principal et se prononce dans les meilleurs délais.* ») est adressée à un juge qui tient de la loi (article L. 521-2 CJA), le **pouvoir** d'y faire droit.

Le requérant est, dès lors, parfaitement recevable à invoquer le **droit à un recours juridictionnel effectif**, lequel a **pleine valeur constitutionnelle** (CC, **Décision n° 2013-350 QPC du 25 octobre 2013 - Commune du Pré-Saint-Gervais**, consid. 4: diffamation des collectivités territoriales ; CC, **décision n° 2014-387 QPC du 4 avril 2014 -M. Jacques J.**, - consid. 3 : visites domiciliaires ; CC, **décision n°2014-403 QPC du 13 Juin 2014, M. Laurent L.**, consid. 3 : inconstitutionnalité de l'article 380-11, alinéa 5 du Code de procédure pénale prescrivait, devant la cour d'assises d'appel, la caducité de l'appel de l'accusé en fuite).

2°) le juge administratif des référés est saisi **avant** que l'atteinte à la liberté fondamentale en cause (en l'espèce, **l'universalité et la liberté du suffrage**) devienne **irréversible**.

En effet, la **clôture des candidatures individuelles** et par **listes** interviendra le 30 Septembre 2014 prochain à 24h00.

La mesure demandée au juge des référés, savoir **l'injonction** délivrée au **Président du CNB** d'avoir à **dûment enregistrer la candidature individuelle** de **Maître KRIKORIAN** et assurer celui-ci que ses **bulletins de vote seront imprimés en son nom, à la charge du CNB** et distribués à chacun des cent soixante-quatre Barreaux de métropole et d'outre-mer, est **toujours susceptible d'être utilement prononcée**.

La **recevabilité** de la présente requête qui a **conservé son entier objet**, ne fait, donc, **aucune difficulté**.

II-C/ LE BIEN-FONDE DE LA PRESENTE REQUETE

Il apparaît, en l'occurrence, qu'en **refusant d'enregistrer la candidature individuelle de Maître Philippe KRIKORIAN** à l'élection des membres du **Conseil National des Barreaux**, ce qui a pour effet d'**empêcher** le requérant de participer à la **compétition électorale**, lors du scrutin du 25 Novembre 2014, le Président de cet organisme a, **dans l'exercice d'un de ses pouvoirs**, porté aux **libertés fondamentales de Maître KRIKORIAN (II-C-2) une atteinte grave et manifestement illégale (II-C-3)**, l'**urgence** de la situation dans laquelle celui-ci se trouve placé (**II-C-1**) justifiant le prononcé de **mesures d'injonction**.

II-C-1/ L'URGENCE A RETABLIR LES CONDITIONS DE LIBRE PARTICIPATION A LA COMPETITION ELECTORALE

L'**urgence** (latin *urgens*, qui presse), notion intuitive, se définit classiquement, dans le sens général, comme la « *nécessité d'agir vite* » (**Dictionnaire culturel en langue française Le Robert**, Tome IV/IV, 2005, v° URGENCE, p. 1689).

La langue juridique y voit :

- le « *Caractère d'un état de fait susceptible d'entraîner, s'il n'y est porté remède à bref délai, un **préjudice irréparable**, sans cependant qu'il y ait nécessairement péril imminent (...). D'où la **nécessité d'agir pour la conservation d'un droit ou la sauvegarde d'un intérêt.** »*

(**Vocabulaire juridique Gérard CORNU**, PUF, Quadrige, 10è édition Janvier 2014, v° URGENCE, pp. 1052-1053) ;

- ou encore, la « *Circonstance de fait telle que tout retard à statuer entraînerait un **préjudice grave pour celui qui s'en prévaut** ; (...) »*

(**Lexique des termes juridiques**, Dalloz 2014-2105, sous la direction de **Serge GUINCHARD et Thierry DEBARD** v° Urgence pp. 1006 – 1007).

On peut, dès lors, traduire la notion d'**urgence** par une **image négative**, comme révélant un **impératif catégorique d'action** face à toute circonstance susceptible d'entraîner des **conséquences irréversibles ou difficilement réversibles** sur un plan patrimonial ou extra-patrimonial.

Il est évident, en l'espèce, compte tenu de la **proximité** de la date de **clôture** des candidatures fixée au 30 Septembre 2014 à 24h00, - que rappelle la lettre litigieuse du 24 Septembre 2014 (*pièce n°7*) - que **sans l'intervention du juge des référés, Maître KRIKORIAN** qui, par **deux fois, collectivement**, puis **individuellement**, a manifesté la volonté de participer, comme **candidat**, au scrutin du 25 Novembre 2014, dans la perspective de **siéger effectivement au sein du CNB**, sera **empêché** de prendre part à la **compétition électorale**, dès lors qu'il est **totalelement illusoire** qu'il puisse réunir l'accord, dans un **délai si bref, de vingt-trois colistiers**, comme le lui suggère – non sans ironie – le Président du CNB, alors que sa **candidature individuelle** est précisément mue par **l'impossibilité de constituer une liste** (v. *pièces n°4 et n°6*).

.../...

Le **refus** opposé par le Président du CNB de **dûment enregistrer** la candidature de **Maître KRIKORIAN** a, pour celui-ci, des **conséquences sérieuses**, circonstance caractérisant parfaitement **l'urgence**, au sens et pour l'application de l'article **L. 521-2** CJA.

II-C-2/ LA LIBERTE DU SUFFRAGE EST UNE LIBERTE FONDAMENTALE AU SENS ET POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE L. 521-2 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE

Le **Conseil d'Etat** reconnaît l'existence du « *principe de l'égalité des citoyens devant le suffrage universel* » (**CE, 21 Novembre 1986, n°70257**).

Il n'est pas étonnant, dès lors, que le **refus** du maire d'une commune de délivrer au mandataire d'une liste constituée en vue des élections municipales les **attestations d'inscription sur les listes électorales** réalise une **atteinte grave et manifestement illégale** à la **libre expression du suffrage**, qui constitue une **liberté fondamentale** (**TA MONTREUIL 06 Mars 2014, M. Daniel BOUSSELAIRE c/ Commune de Rosny-sous-Bois, n°1401854**).

L'appel de la commune de Rosny-sous-Bois, enregistré le 19 Mars 2014 a été rejeté par le **Conseil d'Etat**, par ordonnance du 20 Mars 2014, comme étant « *dépourvu d'objet et donc irrecevable* » (**CE, ord. 20 Mars 2014, n°376509**).

Il est patent, en l'espèce, que le refus du Président du Conseil National des Barreaux de procéder à l'enregistrement de la **déclaration individuelle de candidature** de **Maître Philippe KRIKORIAN** fait obstacle à la participation du requérant à la compétition électorale.

C'est, donc, pertinemment que le requérant invoque, en l'espèce, la **liberté du suffrage, liberté fondamentale** que le **juge administratif des référés** a pour mission de sauvegarder, en application de l'article **L. 521-2 CJA**.

II-C-3/ L'ATTEINTE GRAVE ET MANIFESTEMENT ILLEGALE AUX LIBERTES FONDAMENTALES DE MAITRE PHILIPPE KRIKORIAN : LA VIOLATION MANIFESTE DES PRINCIPES D'UNIVERSALITÉ ET D'EGALITE DU SUFFRAGE

La **gravité** de l'atteinte à la **liberté du suffrage** résulte déjà des éléments qui précèdent : le refus de dûment enregistrer la **candidature individuelle** de Maître **KRIKORIAN**, opposé par le Président du CNB, a pour effet d'**évincer le requérant de la compétition électorale**, ce qui, à l'évidence, entraîne pour celui-ci des **conséquences sérieuses** au regard de la **liberté de suffrage**.

Quant au caractère **manifestement illégal** de cette atteinte, il apparaît nettement au vu des normes du **droit de l'Union européenne** dont l'application par les autorités administratives et juridictionnelles est une **double obligation**, en vertu de la **Constitution** du 04 Octobre 1958 (art. **88-1**), comme des traités sur l'Union européenne et sur le fonctionnement de l'Union européenne (**TUE** et **TFUE**), ainsi que l'a rappelé Maître **KRIKORIAN** dans sa **déclaration de candidature** du 22 Septembre 2014 (*pièce n°5*).

En effet, il ressort tant de la **Constitution** du 04 Octobre 1958 (article **88-1**) que des **normes supranationales**, telles qu'interprétées par les juridictions internes et la **Cour de justice de l'Union européenne** (**CJUE**), que les autorités nationales doivent, toutes les fois qu'elles en sont requises, comme en l'espèce, laisser **inappliquées** les dispositions internes **incompatibles** avec le droit de l'Union (**CE, Ass., 30 Octobre 2009, Mme PERREUX c/ Ministère de la justice et des libertés**, n°298348 ; **TC, 17 Octobre 2011, SCEA du Chéneau et a. c/ Inaporc et a., 3828, 3829**) et faire bénéficier les **Avocats inscrits à un Barreau français** d'une **garantie égale**, à cet égard :

*Considérant que la **transposition en droit interne des directives communautaires**, qui est une **obligation** résultant du Traité instituant la Communauté européenne, revêt, en outre, en vertu de l'article **88-1** de la Constitution, le caractère d'une **obligation constitutionnelle** ; que, pour chacun de ces deux motifs, il appartient au juge national, juge de droit commun de l'application du droit communautaire, de **garantir l'effectivité** des droits que toute personne tient de cette obligation à l'égard des autorités publiques ; que tout justiciable peut en conséquence demander l'annulation des dispositions réglementaires qui seraient contraires aux objectifs définis par les directives et, pour contester une décision administrative, faire valoir, par voie d'action ou par voie d'exception, qu'après l'expiration des délais impartis, **les autorités nationales ne peuvent ni laisser subsister des dispositions réglementaires, ni continuer de faire application des règles, écrites ou non écrites, de droit national qui ne seraient pas compatibles avec les objectifs définis par les directives** ; qu'en outre, tout justiciable peut se prévaloir, à l'appui d'un recours dirigé contre un acte administratif non réglementaire, des dispositions précises et inconditionnelles d'une directive, lorsque l'Etat n'a pas pris, dans les délais impartis par celle-ci, les mesures de transposition nécessaires ;*

(**CE, Ass., 30 Octobre 2009, Mme PERREUX c/ Ministère de la justice et des libertés**, n°298348 ;

« (...) *Considérant, d'autre part, que, s'agissant du cas particulier du **droit de l'Union européenne**, dont le respect constitue une **obligation**, tant en vertu du **traité sur l'Union européenne** et du **traité sur le fonctionnement de l'Union européenne** qu'en application de l'article **88-1** de la **Constitution**, il résulte du **principe d'effectivité** issu des dispositions de ces traités, telles qu'elles ont été interprétées par la **Cour de justice de l'Union européenne**, que le juge national chargé d'appliquer les dispositions du droit de l'Union a **l'obligation d'en assurer le plein effet en laissant au besoin inappliquée, de sa propre autorité, toute disposition contraire** ; qu'à cet effet, il doit pouvoir, en cas de difficulté d'interprétation de ces normes, en saisir lui-même la Cour de justice à titre préjudiciel ou, lorsqu'il s'estime en état de le faire, appliquer le droit de l'Union, sans être tenu de saisir au préalable la juridiction administrative d'une question préjudicielle, dans le cas où serait en cause devant lui, à titre incident, la conformité d'un acte administratif au droit de l'Union européenne ;*
 (...) »

(TC, 17 Octobre 2011, SCEA du Chéneau et a. c/ Inaporc et a., 3828, 3829) ;

« (...)
 45 *En ce qui concerne, ensuite, les **conséquences à tirer pour le juge national** d'un conflit entre des dispositions de son droit interne et des droits garantis par la Charte, **il est de jurisprudence constante que le juge national** chargé d'appliquer, dans le cadre de sa compétence, les **dispositions du droit de l'Union**, a **l'obligation d'assurer le plein effet de ces normes en laissant au besoin inappliquée, de sa propre autorité, toute disposition contraire** de la législation nationale, même postérieure, **sans qu'il ait à demander ou à attendre l'élimination préalable de celle-ci par voie législative ou par tout autre procédé constitutionnel** (arrêts du 9 mars 1978, *Simmenthal*, 106/77, Rec. p. 629, points 21 et 24; du 19 novembre 2009, *Filipiak*, C-314/08, Rec. p. I-11049, point 81, ainsi que du 22 juin 2010, *Melki et Abdeli*, C-188/10 et C-189/10, Rec. p. I-5667, point 43).*

(CJUE, Grande Chambre, 26 Février 2013, *Aklagaren c/ Hans Akerberg Fransson*, C-617/10, point 45).

Le Conseil d'Etat adapte l'application de ces normes à l'**office du juge administratif des référés** :

« **Considérant que, le juge administratif du référé-liberté ne peut, en l'espèce, utilement procéder à un renvoi préjudiciel en interprétation à la Cour de justice des Communautés européennes à l'effet de concourir à une application uniforme du règlement (CE) n° 343/2003 ; qu'il relève néanmoins de son office de préciser, ne fût-ce qu'à titre provisoire, le sens et la portée des dispositions de droit dérivé dont il lui faut faire application ; (...)** »

(CE, ord. 18 Octobre 2006, n°298101, cinquième considérant) ;

« **Considérant que le juge administratif du référé liberté ne peut, en l'espèce, utilement procéder à un renvoi préjudiciel en interprétation à la Cour de justice des Communautés européennes à l'effet de concourir à une application uniforme du règlement (CE) n° 343/2003 ; qu'entre néanmoins dans son office le soin de préciser, à titre provisoire, le sens et la portée des dispositions de droit dérivé, dont il lui faut faire application** »

(CE, ord. 06 Décembre 2006, n°299218, septième considérant) ;

« **Considérant** qu'un moyen tiré de l'**incompatibilité de dispositions législatives** avec les règles du **droit de l'Union européenne** n'est de nature à être retenu, eu égard à son office, par le **juge des référés** saisi sur le fondement de l'article **L. 521-2** du code de justice administrative, qu'en cas de **méconnaissance manifeste des exigences qui découlent du droit de l'Union** ; (...) »

(**CE, ord. 16 Juin 2010**, n°340250, septième considérant)

En l'espèce, la méconnaissance des **exigences du droit de l'Union** par le Président du CNB est **manifeste**.

En effet, aux termes de l'article **1er** de la **Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations** :

« Sont considérés comme **autorités administratives** au sens de la présente loi les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics à caractère administratif, les organismes de sécurité sociale et les **autres organismes chargés de la gestion d'un service public administratif**. »

L'**impératif catégorique** de respect des normes de l'Union s'applique, dès lors, au **Conseil National des Barreaux** – chargé de représenter la profession d'avocat notamment auprès des pouvoirs publics (art. **21-1, alinéa 1er** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971**) - en particulier dans sa **mission d'organisation de l'élection** ayant pour objet de renouveler ses quatre-vingts membres.

Dans cet ordre d'idées et ainsi que **Maître KRIKORIAN** le rappelait dans la **lettre ouverte** qu'il a adressée le **11 Septembre 2014** écoulé, au **Président du CNB**, ainsi qu'au **Président de l'Ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation** (*pièce n°8*) – publiée sur le site www.philippekrikoriant-avocat.fr - « *L'Avocat exerçant de façon permanente sous son titre professionnel d'origine fait partie du barreau auprès duquel il est inscrit (...) et participe à l'élection des membres du Conseil national des barreaux.* » (article **84, alinéa 2** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971** portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques).

De plus, aux termes de l'article **8** du **décret n°91-1197 du 27 Novembre 1991** :

« Ne peut être **élu** aux fonctions de bâtonnier, de vice-bâtonnier ou de membre du conseil de l'ordre qu'**un avocat inscrit au tableau**. Une société ou groupement d'avocats ne peut être élu à ces fonctions. *NOTA* : Décret n° 2011-1985 du 28 décembre 2011 art 13 I : les présentes dispositions s'appliquent, dans chaque barreau, à compter de la première élection du bâtonnier ou de l'avocat destiné à lui succéder, à l'exclusion de la confirmation par l'assemblée générale de l'ordre, suivant la publication du présent décret. »

Quant aux articles **22** et **23** du même décret, ils disposent respectivement :

Article 22

Modifié par Décret n°96-210 du 19 mars 1996 - art. 1 JORF 20 mars 1996

« Le **collège ordinal** est composé, dans chacune des circonscriptions, du ou des bâtonniers et des membres du ou des conseils de l'ordre exerçant leurs fonctions dans la circonscription concernée. Sont éligibles par ce collège, au **scrutin uninominal** majoritaire à un tour, les bâtonniers, anciens bâtonniers et membres et anciens membres des conseils de l'ordre exerçant la profession d'avocat, ainsi que les présidents et membres des anciennes commissions nationale et régionales des conseils juridiques exerçant la profession d'avocat. »

.../...

Article 23

Modifié par Décret n°96-210 du 19 mars 1996 - art. 1 JORF 20 mars 1996

« Le **collège général** est composé, dans chacune des circonscriptions, des avocats disposant du droit de vote défini à l'article 15 de la loi du 31 décembre 1971 précitée. Sont éligibles par ce collège, au **scrutin de liste proportionnel** avec attribution du reste à la plus forte moyenne, les avocats inscrits au tableau au 1er janvier de l'année du scrutin.

Chaque liste doit comporter un nombre de candidats correspondant au nombre de sièges à pourvoir. »

De la combinaison de ces textes internes, on tire que l'**Avocat exerçant de façon permanente sous son titre professionnel d'origine (l'Avocat de l'Union)**, en vertu de la **directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 Février 1998** visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise, inscrit à un **Barreau français**, est **électeur** et **éligible** aux élections des **membres du CNB**, dans les **mêmes conditions** que ses confrères ayant le titre d'**Avocat français**.

La **directive 98/5/CE** exclut, sous cet angle, **toute discrimination**, comme le précise son article 5, § 1 :

« 1. Sous réserve des paragraphes 2 et 3, l'avocat exerçant sous son titre professionnel d'origine pratique les mêmes activités professionnelles que l'avocat exerçant sous le titre professionnel approprié de l'État membre d'accueil et peut notamment donner des consultations juridiques dans le droit de son État membre d'origine, en droit communautaire, en droit international et dans le droit de l'État membre d'accueil. Il respecte, en tout cas, les règles de procédure applicables devant les juridictions nationales. »

Dans ces conditions, de même que l'**Avocat de l'Union** pourra invoquer les normes de l'Union, de même l'**Avocat exerçant sous le titre d'Avocat français** est en droit de se prévaloir des mêmes garanties du droit de l'Union, ce, en application du **principe de prohibition de la discrimination à rebours**, lequel impose au **juge français**, quel qu'il soit, de faire bénéficier les **ressortissants nationaux** des mêmes droits que ceux qu'un **ressortissant d'un autre Etat membre** tirerait du droit de l'Union dans la même situation (CJUE, Cinquième Chambre, 21 Février 2013, **Ministero per i beni e le attività culturali e.a. c/ Ordine degli Ingegneri di Verona e Provincia e.a.**, C-111/12 et, déjà, dans le même sens : CJUE 05 Décembre 2000, **GUIMONT**, C-448/98, point 23; CJUE, Sixième Chambre, 05 Mars 2002, **REISCH**, C-515/99, C-519/99 à C-524/99 et C-526/99 à C-540/99, point 26; CJUE, Deuxième Chambre, Ord. 17 Février 2005, **MAURI**, C-250/03, point 21; CJUE, Troisième Chambre, 30 Mars 2006, **Servizi Ausiliari Dottori Commercialisti Srl**, point 29; CJUE Grande Chambre, 05 Décembre 2006, **Federico CIPOLLA**, C-94/04 et C-202/04, point 30; CJUE Grande Chambre, 1er Juin 2010, **José Manuel BLANCO PEREZ et Maria del Pilar CHA GOMEZ**, C-570/07 et C-571/07, point 39; CJUE, Troisième Chambre 21 Juin 2012, **Marja-Liisa SUSISALO e.a.**, C-84/11, point 20; et *a contrario* CJUE, Première Chambre, 1er Juillet 2010, **Emanuela SBARIGIA**, C-393/08, point 23; CJUE, Première Chambre 22 Décembre 2010, **OMALET NV**, C-245/09, point 15).

Précisément, aux termes de l'article **2 TUE** :

« L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'**égalité**, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. **Ces valeurs sont communes aux États membres** dans une société caractérisée par le pluralisme, **la non-discrimination**, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. »

Comme l'établit la **note de synthèse** rédigée par **Maître KRIKORIAN** en date du 19 Septembre 2014 ci-jointe (*pièce n°2*) et publiée sur le site www.philippekrikoriant-avocat.fr, ainsi que sur le blog de **Maître Bernard KUCHUKIAN**, éminent Avocat au Barreau de Marseille, « *Le **double collègue** prévu par l'article 21-2 de la loi (n°71-1130 du 31 Décembre 1971) précitée est, en effet, **indigne et inconstitutionnel**, comme manifestement contraire au **principe d'égalité** garanti par les articles 1er et 6 DDH et 1er de la **Constitution** du 04 Octobre 1958 (...)* ».

Il est utilement rappelé, ici, qu'aux termes de l'article **3, alinéa 3** de la **Constitution** du 04 Octobre 1958 :

« (...) *Le **suffrage** peut être **direct** ou **indirect** dans les conditions prévues par la **Constitution**. Il est toujours **universel, égal et secret**. (...)* »

On admet volontiers que « *ces **principes de valeur constitutionnelle** s'opposent à toute **division par catégories des électeurs ou des éligibles** ; qu'il en est ainsi pour **tout suffrage politique**, notamment pour l'élection des **conseillers municipaux** (...)* »

(**CC, décision n°82-146 du 18 Novembre 1982**, Loi modifiant le code électoral et le code des communes et relative à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales, consid. 7).

Au demeurant, on ne voit pas pour quelle raison les **élections professionnelles** seraient régies par une règle différente des **suffrages dits politiques**.

Or, l'organisation prévue par les textes nationaux en vigueur conduit, dans la réalité des faits, à mettre en place un **suffrage restreint** et non pas **universel**, - bien que **direct** (article **21-2** de la loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971) - contrairement à la **norme constitutionnelle** précitée qui ne prévoit **aucune distinction** selon que l'élection est **politique** ou **professionnelle**. Il n'y a, donc, pas lieu de distinguer là où la Constitution n'a pas distingué, comme le dit le célèbre adage : « ***Ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus*** : Quand la loi ne distingue pas, nous non plus ne devons distinguer. »

En effet, créer, comme le fait l'article **21-2** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971**, un collège dit « **ordinal** », qui vient s'ajouter **artificiellement** et **inutilement** au collège dit « **général** » - lequel devrait être le **collège électoral universel** des Avocats inscrits à un Barreau français - revient à subordonner, pour **la moitié des sièges à pourvoir au CNB, l'électorat et l'éligibilité** à la qualité de **bâtonnier** ou de **membre du Conseil de l'Ordre**, à l'identique du **suffrage censitaire** qui, jadis (v. notamment **Chartes constitutionnelles de 1814 et 1830**), organisait une **sélection par la fortune**, instrument légal – mais non constitutionnel – d'une **ploutocratie**.

Il est, pour le moins, surprenant, qu'au **XXI^e siècle**, la **France moderne et républicaine** conserve, encore, en dépit des critiques avisées d'éminents membres du Barreau (« **un système électoral impossible** » selon **Maître Daniel SOULEZ-LARIVIERE** in Dictionnaire de la Justice, PUF 2004, v° Avocat, p. 113), cet héritage de l'**Ancien Régime** (les trois ordres **Noblesse, Clergé et Tiers état**) et du **colonialisme** (le double collège notamment en **Algérie et Afrique noire**), **ferment notoire de discord** – sombres périodes de l'histoire de France où, compte tenu de la grande différence du nombre d'électeurs respectifs des deux collèges, **une voix** d'un européen valait **trois voix** d'un musulman et **dix voix** d'un noir (v. **Recteur Michel-Henry FABRE**, Principes républicains de droit constitutionnel, L.G.D.J. 1984, pp. 239-241).

A l'évidence, ce **système électoral** se révèle comme **éminemment antidémocratique** et **radicalement contraire** au **principe d'égalité** de même qu'au **principe de prohibition de la discrimination** qui en est le corollaire, garantis par les articles **14** de la **Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)** et **26** du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** du **19 Décembre 1966 (PIDCP)**.

L'**inégalité** est accusée, en l'espèce, par la **disproportion** dans la représentation électorale puisque le **collège ordinal** – que d'aucuns pourront, à juste titre, comparer à la **Noblesse, bien que la nuit du 04 Août ait supprimé les privilèges – bien moins nombreux** que le **collège général** (la **Plèbe** ou **Tiers état**), aura le **même pouvoir électif** que celui-ci en envoyant un **nombre identique** de représentants au CNB :

« Chaque collège élit la **moitié** des membres du Conseil national des barreaux. »

Mais la **distorsion** se révèle davantage dans le **mode de scrutin par circonscriptions (Paris / Province)** qu'organise le **décret** d'application n°91-1197 du **27 Novembre 1991**, aux articles **19** et suivants (notamment articles **22** et **23**).

En effet, tandis que les candidats du **collège ordinal** sont éligibles au « **scrutin uninominal majoritaire à un tour** » (article **22**), ceux du **collège général** le sont au « **scrutin de liste proportionnel avec attribution du reste à la plus forte moyenne** » (article **23**).

Ainsi, les **déclarations de candidature** sont « **individuelles pour le collège ordinal et par listes pour le collège général** » (article **26, alinéa 2**).

Un candidat au **collège ordinal** pourra se présenter **proprio motu**, alors que le candidat « seulement » membre du **collège général**, **perdra toute autonomie** et dépendra, pour concourir, de la volonté de **colistiers**, comme **Maître KRIKORIAN en a fait l'amère expérience**.

.../...

De plus, compte tenu de la répartition **Paris / Province** établie selon la règle de la proportionnalité (**16 / 24**), soit **40% d'élus parisiens** pour les deux collèges, un Avocat parisien pourra se présenter avec **quinze colistiers**, alors que son confrère de Province devra s'associer à **vingt-trois colistiers**.

La **discrimination** entre les Avocats est, dès lors, **double** :

- D'une part, entre les membres du **collège ordinal** et ceux du **collège général** ;
- D'autre part, entre les **Avocats au Barreau de Paris** et les **Avocats des autres Barreaux français**.

Le **Conseil d'Etat** juge, dans cet ordre d'idées, qu'est **discriminatoire** l'institution d'une **différence de traitement** entre artisans en ce qui concerne la qualité d'**électeur** et l'**éligibilité** aux élections professionnelles :

« (...) **Considérant** que l'institution d'une **différence de traitement** entre les artisans en ce qui concerne la qualité d'électeur et l'éligibilité aux élections des membres des chambres des métiers et de l'artisanat, laquelle n'est pas la conséquence nécessaire d'une loi, implique l'existence ou de **différences de situation** de nature à justifier ces différences de traitement ou de **nécessités d'intérêt général** en rapport avec le rôle et les prérogatives des chambres des métiers et de l'artisanat qui auraient commandé de telles discriminations ;

Sur la qualité d'électeur : - Cons. qu'eu égard à la mission des chambres des métiers et de l'artisanat qui sont, en vertu de l'article 5 du code de l'artisanat, placées auprès des pouvoirs publics pour représenter les intérêts généraux de l'artisanat, **il n'existe pas de différence de situation entre les artisans résultant de leur nationalité qui justifie une différence de traitement pour l'attribution du droit de vote aux élections des membres des chambres des métiers et de l'artisanat** ; qu'en outre, le ministre chargé de l'artisanat n'invoque **aucune nécessité d'intérêt général** résultant du rôle de ces établissements qui serait de nature à justifier que les artisans de nationalité étrangère qui ne sont pas ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat signataire de l'accord sur l'Espace économique européen ne bénéficient pas du droit de vote pour ces élections ; qu'ainsi, les dispositions de l'article 4 du décret du 27 août 2004 modifiant le décret du 27 mai 1999, en tant qu'elles privent certains artisans étrangers de la qualité d'électeurs aux élections des chambres des métiers et de l'artisanat, **méconnaissent le principe d'égalité** ;

Sur l'éligibilité : - Cons. que, si les chambres des métiers et de l'artisanat ont été investies de prérogatives de puissance publique relatives, en premier lieu, à la fixation du produit de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle perçue à leur profit, en deuxième lieu, à leur désignation éventuelle comme délégataire du droit de préemption urbain ou du droit de préemption institué dans les zones d'aménagement différé pour la réalisation d'équipements commerciaux ou artisanaux et enfin, à la participation de leur président à la commission départementale d'équipement commercial, **ces différentes prérogatives ne sont pas d'une nature et d'une ampleur telles qu'elles puissent fonder légalement une différence de traitement entre les artisans quant à leur éligibilité** aux chambres des métiers et de l'artisanat reposant sur leur **nationalité** à l'effet d'exclure de la possibilité de se porter candidat ceux d'entre eux qui n'ont ni la nationalité française ni la nationalité d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou de tout autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; que, par suite, les dispositions de l'article 5 du décret du 27 août 2004 modifiant le décret du 27 mai 1999 et de l'article 2 du décret du 27 août 2004 relatif à l'élection aux chambres des métiers d'Alsace et de la Moselle, en tant qu'elles privent certains artisans étrangers de l'**éligibilité** aux élections des chambres des métiers et de l'artisanat, **méconnaissent le principe d'égalité** ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que le GISTI est fondé à demander l'annulation des dispositions attaquées des décrets en date du 27 août 2004 en tant qu'elles subordonnent la qualité d'électeur et l'éligibilité des artisans aux élections aux chambres des métiers et de l'artisanat à la possession de la nationalité française ou de la nationalité d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; qu'il y a lieu, sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, de mettre à la

charge de l'Etat le paiement d'une somme de 1 500 € au titre des frais exposés par le GISTI et non compris dans les dépens ;... (annulation des articles 4 et 5 du décret du 27 août 2004 modifiant le décret du 27 mai 1999 et de l'article 2 du décret du 27 août 2004 relatif à l'élection aux chambres des métiers d'Alsace et de la Moselle, en tant qu'ils subordonnent la qualité d'électeur et l'éligibilité des artisans aux élections aux chambres des métiers et de l'artisanat à la possession de la nationalité française ou de la nationalité d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; condamnation de l'Etat à verser au GROUPE D'INFORMATION ET DE SOUTIEN AUX IMMIGRES une somme de 1 500 € au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative).

(CE, Assemblée, 31 Mai 2006, GISTI, n°273638, 273639).

Dans le même esprit, une règle de calcul électoral pouvant conduire à **méconnaître la volonté des électeurs** entache d'**illégalité** le règlement qui l'institue :

« (...) **Considérant** que s'il appartenait au pouvoir réglementaire, en application des dispositions alors en vigueur de l'article 22 précité de la loi du 9 janvier 1986, de définir le mode de scrutin employé pour l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires locales et départementales de la fonction publique hospitalière, les dispositions contestées conduisent à appliquer la règle du quotient électoral non au nombre de suffrages réellement exprimés par les électeurs, mais au résultat de la pondération de ce nombre par un coefficient calculé pour chaque liste en fonction du nombre de candidats présentés par elle ; que de telles dispositions, qui peuvent conduire à **méconnaître la volonté des électeurs** -et, par exemple, à ce qu'une liste ayant recueilli plus de suffrages qu'une autre liste, mais comportant moins de candidats, n'obtienne aucun siège, alors que la seconde en aurait un, ou obtienne moins de sièges que cette dernière- sont entachées d'**illégalité** ; que, dès lors, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, les syndicats requérants sont fondés à demander l'annulation des articles 5 et 6 du décret du 22 août 1996 ;

(CE, Assemblée, 02 Juillet 1999, Syndicat national des psychologues, n°183232).

Il est, encore, à observer, toujours sous l'angle du **principe constitutionnel d'égalité** – qui est aussi un **principe général du droit de l'Union** -, que par **arrêt** du 10 Septembre 2014 (n°381108), le **Conseil d'Etat** a renvoyé au **Conseil constitutionnel** la **question prioritaire de constitutionnalité** de l'article **91** de la **loi de finances** du 28 Avril 1816 (Bull. des lois, 7° S., B. 81, n°623), aux motifs que « *le moyen tiré de ce que ces dispositions, en ce qu'elles prévoient que les notaires disposent d'un 'droit de présentation' de leurs successeurs, méconnaissent le principe d'égal accès aux places, dignités et emplois publics protégé par l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, soulève une question qui présente un caractère sérieux; (...)* »

Il est remarquable, de surcroît, que pour motiver sa lettre en date du 24 Septembre 2014 (*pièce n°7*) portant refus d'enregistrer la **candidature individuelle** de **Maître KRIKORIAN**, le Président du CNB se réfère expressément aux **qualités** de « *bâtonnier, ancien bâtonnier, membre ou ancien membre d'un conseil de l'Ordre* », dont il constate qu'elles font défaut en l'espèce.

Or, le critère, encore retenu au **XXI^o siècle**, par le législateur français pour les représentants de la profession d'Avocat – nonobstant **l'abandon du suffrage censitaire** depuis **1848** -, n'est **ni objectif ni raisonnable** et crée une **discrimination** prohibée par le **principe d'égalité devant le suffrage universel**, qui figure au rang des **principes généraux du droit** (**CE, 21 Novembre 1986, n°70257**).

Faut-il rappeler, avec la **Doctrin autorisée**, « *qu'aux Etats-unis, jusqu'en 1965, date où une loi fédérale le rend inopérant, certains Etats du Sud ont utilisé ce système pour empêcher le vote des Noirs.*

Quel que soit le critère retenu, et quelle qu'en soit la justification, le suffrage restreint n'est pas compatible avec la démocratie. Le seul système démocratique reste, naturellement, celui du suffrage universel. (...) » ?

(**Droit constitutionnel, Louis FAVOREU et alii**, Dalloz 17^o édition 2015, Septembre 2014, § 801, p. 612).

Le **Conseil constitutionnel** juge, à cet égard, concernant les principes d'**universalité** et d'**égalité du suffrage** :

« (...) 6. *Considérant qu'aux termes de l'article 3 de la Constitution : La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret. Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques. Et qu'aux termes de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : Tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité et sans autre distinction que celles de leurs vertus et de leurs talents ;*

7. Considérant que du rapprochement de ces textes il résulte que la qualité de citoyen ouvre le droit de vote et l'éligibilité dans des conditions identiques à tous ceux qui n'en sont pas exclus pour une raison d'âge, d'incapacité ou de nationalité, ou pour une raison tendant à préserver la liberté de l'électeur ou l'indépendance de l'élu ; que ces principes de valeur constitutionnelle s'opposent à toute division par catégories des électeurs ou des éligibles ; qu'il en est ainsi pour tout suffrage politique, notamment pour l'élection des conseillers municipaux

(**CC, décision n°82-146 du 18 Novembre 1982**, Loi modifiant le code électoral et le code des communes et relative à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales, consid. **6** et **7**) ;

« (...)

5. *Considérant que, s'agissant de la désignation de membres d'une juridiction, la circonstance que des électeurs emploient un nombre de salariés plus important que d'autres ne justifie pas que leur soit attribué un droit de vote plural ; qu'en effet, cette différenciation n'est pas compatible avec la finalité d'une opération électorale qui a pour seul objet la désignation de membres d'une juridiction et est dépourvue de tout lien avec les considérations qui doivent présider à cette désignation ; que, dès lors, l'attribution de voix supplémentaires à des électeurs employeurs en fonction du nombre des salariés qu'ils occupent est contraire au **principe d'égalité devant la loi** ainsi qu'à la **règle de l'égalité du suffrage** ; que, par suite, les dispositions dont il s'agit ne sont pas conformes à la Constitution ;*

(CC, **Décision n° 78-101 DC du 17 janvier 1979 Loi portant modification des dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes**) ;

« (...)

20. *Considérant qu'aux termes de l'article 1er de la Constitution, la République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion » ; que l'article 3 de la Constitution dispose, dans son premier alinéa, que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » et, dans son troisième alinéa, que **le suffrage « est toujours universel, égal et secret** » ; que, selon le troisième alinéa de l'article 24 de la Constitution, « les députés à l'Assemblée nationale... sont élus au suffrage direct » ;*

21. *Considérant qu'il résulte de ces dispositions que l'Assemblée nationale, désignée au **suffrage universel direct**, doit être élue sur des **bases essentiellement démographiques** selon une répartition des sièges de députés et une délimitation des circonscriptions législatives respectant au mieux **l'égalité devant le suffrage** ; que, si le législateur peut tenir compte d'impératifs d'intérêt général susceptibles d'atténuer la portée de cette règle fondamentale, il ne saurait le faire que dans une **mesure limitée** ;*

22. *Considérant, en premier lieu, que le premier alinéa du 1° du II de l'article 2 de la loi déferée prévoit que les opérations de délimitation des circonscriptions législatives sont mises en œuvre sur des bases essentiellement démographiques sous réserve des adaptations justifiées par des motifs d'intérêt général « en fonction notamment de l'évolution respective de la population et des électeurs inscrits sur les listes électorales » ; que cette règle, qui permet de déterminer, de manière différente selon les circonscriptions, les bases démographiques à partir desquelles sont répartis les sièges de députés, **méconnaît le principe d'égalité devant le suffrage** ; qu'il s'ensuit que l'habilitation donnée au Gouvernement, sur le fondement de l'article 38 de la Constitution, aux fins de procéder, dans les conditions précitées, à de telles adaptations pour délimiter les circonscriptions électorales doit être déclarée **contraire à la Constitution** ;*

(CC, **décision n°2008-573 DC du 08 Janvier 2009**, Loi relative à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés, consid. **20 à 22**)

*

.../...

Il se déduit de ce qui précède :

1°) Qu'un **Avocat exerçant de façon permanente en France sous son titre d'origine**, dans les conditions prévues par la **directive 98/5/CE du 16 Février 1998** (**l'Avocat de l'Union**), aura, en sa qualité d'**électeur** et de **candidat éligible** à l'élection des membres du CNB, un **intérêt légitime**, en vertu du **principe général d'égalité de traitement** consacré par le **droit de l'Union** (v. notamment **CJUE, Grande Chambre 16 Décembre 2008, Société Arcelor Atlantique et Lorraine e.a.**, C-127/07), à demander, bien que non investi d'un quelconque mandat ordinal, que soient écartées les **normes internes faisant obstacle** à sa **candidature individuelle**, notamment l'article **21-2** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971**.

2°) Que **tout membre du Barreau national**, exerçant sous le titre d'**Avocat français** aura, en application du **principe de prohibition de la discrimination à rebours**, la même faculté, comme celle qu'a exercée **Maître KRIKORIAN** le **22 Septembre 2014** en présentant sa **candidature individuelle** à l'élection du **25 Novembre 2014** (*pièce n°5*).

Les principes dégagés par la **CJUE** peuvent aisément être transposés en l'espèce et les obligations pesant sur le **législateur de l'Union**, appliquées au **législateur national** :

« (...) **23 Le principe général d'égalité de traitement, en tant que principe général du droit communautaire, impose que des situations comparables ne soient pas traitées de manière différente et que des situations différentes ne soient pas traitées de manière égale à moins qu'un tel traitement ne soit objectivement justifié** (voir, notamment, arrêts du 13 décembre 1984, *Sermide*, 106/83, *Rec. p. 4209, point 28*; du 5 octobre 1994, *Crispoltoni e.a.*, C-133/93, C-300/93 et C-362/93, *Rec. p. I-4863, points 50 et 51*, ainsi que du 11 juillet 2006, *Franz Egenberger*, C-313/04, *Rec. p. I-6331, point 33*).

(...)

Sur un désavantage résultant d'un traitement différencié de situations comparables

39 Selon la jurisprudence, pour qu'on puisse reprocher au législateur communautaire d'avoir violé le principe d'égalité de traitement, il faut qu'il ait traité d'une façon différente des situations comparables entraînant un désavantage pour certaines personnes par rapport à d'autres (voir arrêts du 13 juillet 1962, *Klöckner-Werke et Hoesch/Haute Autorité*, 17/61 et 20/61, *Rec. p. 615, 652*; du 15 janvier 1985, *Finsider/Commission*, 250/83, *Rec. p. 131, point 8*, ainsi que du 22 mai 2003, *Connect Austria*, C-462/99, *Rec. p. I-5197, point 115*).

(...)

47 Une différence de traitement est justifiée dès lors qu'elle est fondée sur un **critère objectif et raisonnable**, c'est-à-dire lorsqu'elle est **en rapport avec un but légalement admissible poursuivi par la législation en cause, et que cette différence est proportionnée au but poursuivi par le traitement concerné** (voir, en ce sens, arrêts du 5 juillet 1977, *Bela-Mühle Bergmann*, 114/76, *Rec. p. 1211, point 7*; du 15 juillet 1982, *Edeka Zentrale*, 245/81, *Rec. p. 2745, points 11 et 13*; du 10 mars 1998, *Allemagne/Conseil*, C-122/95, *Rec. p. I-973, points 68 et 71*, ainsi que du 23 mars 2006, *Unitymark et North Sea Fishermen's Organisation*, C-535/03, *Rec. p. I-2689, points 53, 63, 68 et 71*).

48 Étant donné qu'il s'agit d'un acte législatif communautaire, il appartient au législateur communautaire d'établir l'existence de critères objectifs avancés au titre d'une justification et d'apporter à la Cour les éléments nécessaires à la vérification par celle-ci de l'existence desdits critères (voir, en ce sens, arrêts du 19 octobre 1977, *Moulin et Huileries de Pont-à-Mousson et Providence agricole de la Champagne*, 124/76 et 20/77, *Rec. p. 1795, point 22*, ainsi que du 10 mars 1998, *Allemagne/Conseil*, précité, point 71).

.../...

(...)

Appréciation de la Cour

57 La Cour a reconnu au législateur communautaire, dans le cadre de l'exercice des compétences qui lui sont conférées, un large pouvoir d'appréciation lorsque son action implique des choix de nature politique, économique et sociale et lorsqu'il est appelé à effectuer des appréciations et des évaluations complexes (voir arrêt du 10 janvier 2006, IATA et ELFAA, C-344/04, Rec. p. I-403, point 80). En outre, lorsqu'il est appelé à restructurer ou à créer un système complexe, il lui est loisible de recourir à une approche par étapes (voir, en ce sens, arrêts du 29 février 1984, Rewe- Zentrale, 37/83, Rec. p. 1229, point 20; du 18 avril 1991, Assurances du crédit/Conseil et Commission, C-63/89, Rec. p. I-1799, point 11, ainsi que du 13 mai 1997, Allemagne/Parlement et Conseil, C-233/94, Rec. p. I-2405, point 43) et de procéder notamment en fonction de l'expérience acquise.

58 Toutefois, même en présence d'un tel pouvoir, le législateur communautaire est tenu de baser son choix sur des critères objectifs et appropriés par rapport au but poursuivi par la législation en cause (voir, en ce sens, arrêts du 15 septembre 1982, Kind/CEE, 106/81, Rec. p. 2885, points 22 et 23, ainsi que Sermide, précité, point 28), en tenant compte de tous les éléments factuels ainsi que des données techniques et scientifiques disponibles au moment de l'adoption de l'acte en question (voir, en ce sens, arrêt du 14 juillet 1998, Safety Hi-Tech, C-284/95, Rec. p. I-4301, point 51).

59 En exerçant son pouvoir d'appréciation, le législateur communautaire doit, en plus de l'objectif principal de protection de l'environnement, tenir pleinement compte des intérêts en présence (voir, concernant des mesures en matière d'agriculture, arrêts du 10 mars 2005, Tempelman et van Schaijk, C-96/03 et C-97/03, Rec. p. I-1895, point 48, ainsi que du 12 janvier 2006, Agrarproduktion Staebelow, C-504/04, Rec. p. I-679, point 37). Dans le cadre de l'examen de contraintes liées à différentes mesures possibles, il y a lieu de considérer que, si l'importance des objectifs poursuivis est de nature à justifier des conséquences économiques négatives, mêmes considérables, pour certains opérateurs (voir, en ce sens, arrêts du 13 novembre 1990, Fedesa e.a., C-331/88, Rec. p. I-4023, points 15 à 17, ainsi que du 15 décembre 2005, Grèce/Commission, C-86/03, Rec. p. I-10979, point point 96), l'exercice du pouvoir d'appréciation du législateur communautaire ne saurait produire des résultats manifestement moins adéquats que ceux résultant d'autres mesures également appropriées à ces objectifs.

(...) »

(CJUE, Grande Chambre 16 Décembre 2008, Société Arcelor Atlantique et Lorraine e.a., C-127/07, points 23, 39, 47 et 48).

*

.../...

En l'espèce, rien ne justifie que les Avocats qui n'exercent aucun mandat ordinal soient moins bien traités, comme **électeurs** et comme **candidats éligibles au CNB**, que leurs confrères titulaires d'un tel mandat.

En effet, la qualité de Bâtonnier, ancien Bâtonnier, membre du Conseil de l'Ordre ou ancien membre du Conseil de l'Ordre, ne confère à l'Avocat qui peut s'en prévaloir **aucune supériorité** par rapport à son confrère qui n'a pas exercé un tel mandat.

Il doit être rappelé, à ce propos, que la règle qui prévaut dans un Barreau est celle de l'**égalité** qui s'applique **erga omnes**, y compris le **Bâtonnier**, « **avocat élu par ses pairs, tenu dans l'exercice de l'ensemble des attributions attachées à son mandat électif au respect des dispositions réglementaires relatives aux règles de déontologie de la profession d'avocat, (...)** » (Cass. 2^o Civ., 29 Mars 2012, M. CHETRIT c/ Me CASTANT MORAND, n^o11-30.013, 1547).

L'exercice d'un **mandat électif** par un Avocat ne constitue pas une différence de situation telle qu'elle puisse justifier une différence de traitement entre Avocats en ce qui concerne leur qualité d'**électeur** et leur **éligibilité** au sein du CNB.

Le **système électoral du double collège** prévu par l'article **21-2** de la **loi n^o71-1130 du 31 Décembre 1971** crée une **ségrégation professionnelle entre Avocats**, fruit d'un **corporatisme archaïque d'Ancien Régime** que la **République** ne doit plus tolérer.

Ainsi, qu'il puise sa source dans le **droit constitutionnel** ou le **droit de l'Union**, le **principe d'égalité** s'oppose au **double collège électoral**, en ce qui concerne spécialement l'élection des membres du CNB dès lors qu'il conduit à une **discrimination entre Avocats**, du chef du **droit de vote** et de l'**éligibilité**, compte tenu des deux types de scrutin, **uninominal** et par **listes**.

Il est rappelé, encore, que le CNB s'est engagé, sur son **site officiel**, à **faire imprimer** en nombre suffisant les **bulletins de vote**, notamment pour les **candidatures individuelles** :

*« Le Conseil National des Barreaux fera imprimer en nombre suffisant, sauf pour les barreaux ayant fait choix du vote électronique, des bulletins de vote pour les **candidatures individuelles** dans le collège ordinal et pour les listes enregistrées dans le collège général et les fera parvenir en temps utile dans les barreaux. »*

Il conviendra, dès lors, d'**enjoindre** au **Président du Conseil National des Barreaux** :

1^o) de **dûment enregistrer** la **candidature individuelle** de **Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 22 Septembre 2014, dans les mêmes conditions que les candidatures des Avocats pouvant se prévaloir d'un mandat électif, électeurs et éligibles au collège dit **ordinal**;

2^o) d'**assurer l'impression** et la **diffusion** auprès des **cent soixante-quatre Barreaux de France**, (**métropole et outre-mer**), à la charge du **Conseil National des Barreaux**, des **bulletins de vote** concernant **Maître Philippe KRIKORIAN**, établis au vu de son état civil fourni dans sa **déclaration de candidature du 22 Septembre 2014 (pièce n^o5)**;

3°) d'adresser à **Maître Philippe KRIKORIAN**, dès son établissement et, au plus tard, dans les **quarante-huit heures** suivant la clôture des inscriptions, la **liste nationale des candidats** admis à se présenter au **scrutin uninominal**.

Subsidiairement, si le Tribunal estimait nécessaire une **décision préjudicielle** sur **l'interprétation du droit de l'Union**, il serait de **l'intérêt d'une bonne administration de la justice** de saisir la **Cour de justice de l'Union européenne**, sur le fondement de l'article **267 § 2 TFUE**, aux termes duquel :

« La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

a) sur l'interprétation des traités,

b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions, organes ou organismes de l'Union.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour.

Si une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale concernant une personne détenue, la Cour statue dans les plus brefs délais. »

La **question préjudicielle** pourrait être libellée de la façon suivante :

*« Le principe d'égalité de traitement, principe général du droit de l'Union européenne, consacré par l'article 2 du **Traité sur l'Union européenne (TUE)**, la **directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 Février 1998** visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise, notamment son article 5, doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une législation et une réglementation nationales, telles qu'elles résultent de l'article 21-2 de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971**, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, ainsi que des articles 20 et suivants du **décret n°91-1197 du 27 Novembre 1991** organisant la profession d'Avocat, en tant que le **double collège électoral** qu'elles instaurent pour l'élection des membres du **Conseil National des Barreaux** est un facteur de **discrimination entre Avocats** en ce qui concerne leur qualité d'électeur et leur **éligibilité**, au sein de cet organisme d'utilité publique, ayant reçu mission de la loi de représenter la profession d'Avocat notamment devant les pouvoirs publics et d'unifier les règles et usages de la profession, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur? »*

Il conviendrait, dans cette hypothèse, d'ordonner qu'il sera **sursis à la clôture de l'inscription des candidatures, ainsi qu'à l'élection des membres du Conseil National des Barreaux**, dans l'attente de la décision préjudicielle devant être rendue par la **Cour de justice de l'Union européenne**.

Il est utile de rappeler, en effet, que « *l'existence d'une règle de droit interne liant les juridictions ne statuant pas en dernière instance à l'appréciation portée en droit par une juridiction de degré supérieur ne saurait, de ce seul fait, les priver de la faculté prévue à l'article 267 TFUE de saisir la Cour des questions d'interprétation du droit de l'Union (voir, en ce sens, arrêts précités Rheinmühlen-Düsseldorf, points 4 et 5, ainsi que Cartesio, point 94). La juridiction qui ne statue pas en dernière instance doit être libre, notamment si elle considère que l'appréciation en droit faite au degré supérieur pourrait l'amener à rendre un jugement contraire au droit de l'Union, de saisir la Cour des questions qui la préoccupent (arrêt du 9 mars 2010, ERG e.a., C-378/08, non encore publié au Recueil, point 32).*

(...)

54 Il convient, par ailleurs, de souligner que le caractère prioritaire d'une procédure incidente de contrôle de constitutionnalité d'une loi nationale dont le contenu se limite à **transposer les dispositions impératives d'une directive de l'Union** ne saurait porter atteinte à la compétence de la seule Cour de justice de constater l'invalidité d'un acte de l'Union, et notamment d'une directive, compétence ayant pour objet de **garantir la sécurité juridique en assurant l'application uniforme du droit de l'Union** (voir, en ce sens, arrêts du 22 octobre 1987, Foto-Frost, 314/85, Rec. p. 4199, points 15 à 20; du 10 janvier 2006, IATA et ELFAA, C-344/04, Rec. p. I-403, point 27, ainsi que du 18 juillet 2007, Lucchini, C-119/05, Rec. p. I-6199, point 53).

55 En effet, pour autant que le caractère prioritaire d'une procédure incidente de contrôle de constitutionnalité aboutit à l'abrogation d'une loi nationale se limitant à **transposer les dispositions impératives d'une directive de l'Union** en raison de la contrariété de cette loi à la Constitution nationale, la Cour pourrait, en pratique, être privée de la possibilité de procéder, à la demande des juridictions du fond de l'Etat membre concerné, au contrôle de la validité de ladite directive par rapport aux mêmes motifs relatifs aux exigences du droit primaire, et notamment des droits reconnus par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à laquelle l'article 6 TUE confère la même valeur juridique que celle qui est reconnue aux traités.

56 Avant que le contrôle incident de constitutionnalité d'une loi dont le contenu se limite à **transposer les dispositions impératives d'une directive de l'Union** puisse s'effectuer par rapport aux mêmes motifs mettant en cause la validité de la directive, les juridictions nationales, dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, sont, en principe, **tenues**, en vertu de l'article 267, **troisième alinéa, TFUE**, d'interroger la Cour de justice sur la validité de cette directive et, par la suite, de tirer les conséquences qui découlent de l'arrêt rendu par la Cour à titre préjudiciel, à moins que la juridiction déclenchant le contrôle incident de constitutionnalité n'ait elle-même saisi la Cour de justice de cette question sur la base du deuxième alinéa dudit article. En effet, s'agissant d'une **loi nationale de transposition** d'un tel contenu, la question de savoir si la directive est valide revêt, eu égard à l'obligation de transposition de celle-ci, **un caractère préalable**. En outre, l'encadrement dans un délai strict de la durée d'examen par les juridictions nationales ne saurait faire échec au renvoi préjudiciel relatif à la validité de la directive en cause.

(CJUE, Grande Chambre, 22 Juin 2010, Aziz MELKI, C-188/10; Sélim ABDELI, C-189/10, points 42; 54 à 56).

Il y a lieu, dès lors, dans la **balance des intérêts en présence**, aux fins d'assurer aux justiciables une **protection juridictionnelle effective**, commandée par l'article **16** de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789 (**DDH**), de **privilégier la solution la moins préjudiciable** pour chacune des parties en litige :

- Il est évident, dans cet ordre d'idées, qu'empêcher **Maître KRIKORIAN** de se présenter à l'élection du 25 Novembre 2014 prochain entraîne pour lui des **conséquences irréversibles**, dès lors qu'il ne lui sera plus possible de faire acte de candidature avant l'expiration d'un délai de **trois ans**;

- A l'inverse, **proroger**, pour les besoins de l'instance, le **renouvellement des membres du CNB**, dans l'attente de la **décision préjudicielle** de la **Cour de justice de l'Union européenne**, ne fait **nullement obstacle** à ce que cet organisme continue à exercer sa **mission légale** de représentation de la profession notamment auprès des pouvoirs publics.

PAR CES MOTIFS

Vu le principe de **prééminence du Droit**,

Vu la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** du 26 Août 1789 et notamment ses articles **1er, 2, 4, 6, 13, 15, 16** et **17**;

Vu la **loi des 2-17 Mars 1791**, dite **loi d'Allarde**, notamment son article **7**,

Vu le **Préambule de la Constitution** du 27 Octobre 1946, notamment son **alinéa 1er**,

Vu la **Constitution** du 4 Octobre 1958 et notamment ses articles **1er, 34, 37, 55, 88-1** et **88-2**,

Vu l'article **6** du **Traité sur l'Union européenne** du 7 Février 1992,

Vu la **Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne** du 7 Décembre 2000, notamment ses articles **1er, 4, 7, 14, 15, 16, 17, 20, 21** et **47**,

Vu les articles **1er, 3, 6 § 1, 8, 13** et **14** de la **Convention européenne des droits de l'homme** et **1er** de son **Premier Protocole additionnel**,

Vu les articles **2, 7, 14 § 1, 17** et **26** du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** du 19 Décembre 1966,

Vu le **Traité de Lisbonne** signé le 13 Décembre 2007 et entré en vigueur le 1er Décembre 2009 dont sont issus notamment le **Traité sur l'Union européenne (TUE)** et le **Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)**,

Vu l'article **2 TUE**,

Vu l'article **267 TFUE**,

Vu la **directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil** du 16 Février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise, notamment son article **5**,

Vu la **loi n°71-1130** du 31 Décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, notamment ses articles **21-2** et **84, alinéa 2**,

Vu le **décret n°91-1197** du 27 Novembre 1991 organisant la profession d'Avocat, notamment ses articles **20** et suivants,

Vu l'article **L. 521-2** du Code de justice administrative,

1°) DIRE et JUGER que le **principe d'égalité de traitement, principe général du droit de l'Union européenne** consacré à l'article 2 TUE, dont procède le **principe d'égalité du suffrage, s'oppose manifestement à l'instauration d'un double collège électoral**, telle que décidée par l'article **21-2** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971** portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques pour l'élection des membres du Conseil National des Barreaux ;

EN CONSEQUENCE,

2°) ECARTER l'application aux faits de l'espèce :

2-a°) de l'article **21-2** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971** ;

2-b°) des articles **20 et suivants** du **décret d'application n°91-1197 du 27 Novembre 1991** ;

3°) ENJOINDRE au **Président du Conseil National des Barreaux** :

3-a°) de **dûment enregistrer** la **candidature individuelle** de **Maître Philippe KRIKORIAN** en date du **22 Septembre 2014**, dans les mêmes conditions que les candidatures des Avocats pouvant se prévaloir d'un mandat électif, électeurs et éligibles au collège dit *ordinal*;

3-b°) de faire assurer **l'impression** et la **diffusion** auprès des **cent soixante-quatre Barreaux de France, (métropole et outre-mer), à la charge du Conseil National des Barreaux, des bulletins de vote concernant Maître Philippe KRIKORIAN, établis au vu de son état civil fourni dans sa déclaration de candidature du 22 Septembre 2014 (pièce n°5)**;

3-c°) d'adresser à **Maître Philippe KRIKORIAN**, dès son établissement et, au plus tard, dans les **quarante-huit heures** suivant la clôture des inscriptions, la **liste nationale des candidats** admis à se présenter au **scrutin uninominal**.

SUBSIDIAIREMENT,

Vu l'article **267, § 2 TFUE**,

4°) ADRESSER à la **Cour de justice de l'Union européenne** la **demande de décision préjudicielle** suivante :

*« Le principe d'égalité de traitement, principe général du droit de l'Union européenne, consacré par l'article 2 du **Traité sur l'Union européenne (TUE)**, la directive 98/5/CE du **Parlement européen et du Conseil du 16 Février 1998** visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise, notamment son article 5, doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils **s'opposent** à une législation et une réglementation nationales, telles qu'elles résultent de l'article 21-2 de la loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, ainsi que des articles 20 et suivants du **décret n°91-1197 du 27 Novembre 1991** organisant la profession d'Avocat, en tant que le **double collège électoral** qu'elles instaurent pour l'élection des membres du **Conseil National des Barreaux** est un facteur de **discrimination entre Avocats** en ce qui concerne leur qualité d'électeur et leur **éligibilité**, au sein de cet organisme d'utilité publique, ayant reçu mission de la loi de représenter la profession d'Avocat notamment devant les pouvoirs publics et d'unifier les règles et usages de la profession, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur? » ;*

5°) ORDONNER qu'il sera sursis à la clôture de l'inscription des candidatures, ainsi qu'à l'élection des membres du **Conseil National des Barreaux**, dans l'attente de la décision préjudicielle devant être rendue par la **Cour de justice de l'Union européenne**;

6°) SURSEoir A STATUER sur la requête en référé-liberté du 26 Septembre 2014, dans l'attente de la **décision préjudicielle** que devra rendre la **Cour de justice de l'Union européenne** ;

EN TOUT ETAT DE CAUSE,

Vu l'article **R. 522-13** du Code de justice administrative,

7°) DIRE et JUGER que l'ordonnance à intervenir sera **exécutoire** aussitôt qu'elle aura été rendue,

En outre, vu l'**urgence**,

8°) ORDONNER que le dispositif de ladite ordonnance assorti de la **formule exécutoire** prévue à l'article **R. 751-1** du même code sera communiqué sur place aux parties qui en accuseront réception ;

Vu l'article **R. 761-1** du Code de justice administrative,

9°) CONDAMNER le **Conseil National des Barreaux** aux entiers dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES de tous autres éléments de droit ou de fait à produire ultérieurement par mémoire complémentaire ou de tous autres recours.

Fait à Marseille, le **26 Septembre 2014**

Pour le requérant,

Maître Philippe KRIKORIAN

**(Signature électronique
Article 1316-4 du Code Civil)**

I-/ PRODUCTIONS

1. **Lettre** en date du 06 Août 2013 de **Monsieur Pierre VALLEIX**, Conseiller Justice du **Président de la République** prenant acte de la demande de révision constitutionnelle de **Maître Philippe KRIKORIAN** relative au « *statut constitutionnel de la profession d'avocat* »
2. **Note de synthèse** de **Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 19 Septembre 2014 « *relative aux élections au Conseil National des Barreaux – CNB – du 25 Novembre 2014 : Que cesse la discrimination entre Avocats ! Non au double collège !* »
3. **Attestation d'inscription** délivrée par « *l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine* » visée par l'article **3 § 2** de la **directive 98/5/CE** (**Attestation du Bâtonnier de Marseille** en date du 03 Octobre 2003)
4. **Courriel circulaire** de **Maître Bernard KUCHUKIAN** en date du 19 Septembre 2014, 17h57 : « **IL N'Y AURA PAS DE LISTE DES BLOGUEURS** »
5. **Déclaration de candidature individuelle** de **Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 22 Septembre 2014 à l'élection des membres du **CNB du 25 Novembre 2014**) (dix pages; quatre pièces jointes)
6. **Lettre** en date du 22 Septembre 2014 de **Maître Bernard KUCHUKIAN** à **Maître Philippe KRIKORIAN**
7. **Lettre recommandée avec demande d'avis de réception** en date du 24 Septembre 2014 de **Maître Jean-Marie BURGUBURU**, Président du Conseil National des Barreaux (**refus d'enregistrer la déclaration de candidature individuelle de Maître Philippe KRIKORIAN** à l'élection des membres du **CNB du 25 Novembre 2014**)
8. **Lettre ouverte** de **Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 11 Septembre 2014 à **Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux** et à **Monsieur le Président de l'Ordre des Avocats au Conseil d'Etat** et à **la Cour de cassation** (quatorze pages; une pièce jointe)
9. **Déclaration solennelle de représentation et d'assistance en justice et d'inopposabilité** à l'Avocat du ministère obligatoire d'Avocat aux Conseils (**articles 5 des directives 77/249/CEE** du 22 Mars 1977 et **98/5/CE** du 16 Février 1998)
10. **Requête aux fins de prononcé de mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale** (**référé liberté – art. L. 521-2 CJA**) présentée le 26 Septembre 2014 au **Tribunal administratif de Marseille** (**présent acte**)
11. **Mémoire portant question prioritaire de constitutionnalité** de l'article **21-2** de la **loi n°71-1130** du 31 Décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (**acte séparé**)

II-/ DOCTRINE

1. Article de Maître Philippe KRIKORIAN « *Le statut constitutionnel de l'Avocat défenseur* » publié dans la Gazette du Palais, n°336 à 338 des 2-4 Décembre 2007 (mémoire)
2. Article de Maître Philippe KRIKORIAN « *L'avocat et le juge face au besoin normatif: esquisse d'une théorie générale de l'agir juridictionnel* », Gazette du Palais 19-20 Novembre 2008, pp 10-18 (mémoire)

*